

État de l'information : Les zones urbaines chinoises reconnaissent la pollution

Dossier de la rédaction de H2o
February 2012

La plupart des grandes villes chinoises manquent encore de publier les informations adéquates sur la pollution en 2011 malgré l'établissement graduel et la consolidation d'un mécanisme national de transparence pour la protection environnementale, selon un rapport récemment publié.

Seules 19 sur 113 villes ont obtenu la note de passage de 60 sur 100 de l'Index de transparence de l'information sur la pollution, développé conjointement par l'Institut des affaires publiques et environnementales - IPE, à Beijing et le Conseil américain pour la défense des ressources naturelles. La note moyenne était de 40. Mais ce résultat est déjà meilleur que le score de 31 enregistré en 2008, l'année de lancement de l'étude, ainsi que ceux de 36 en 2009 et 2010.

"Cela montre qu'un mécanisme de transparence environnementale a été établi en Chine depuis que le pays a passé une loi exigeant la publication des informations relatives à la pollution en 2008", indique Ma Jun, directeur de l'IPE. "Mais nous en sommes encore à un stade très précoce, particulièrement avec 10 villes obtenant une note inférieure à 20."

Zhu Xiao, professeur associé de l'école de droit de l'Université du Peuple de Chine, estime que la majorité des 113 villes ne parvenait pas encore à obéir pleinement aux lois et règlements sur la publication des informations relatives à la pollution. "Si elles respectaient tous ces textes, elles obtiendraient facilement une note d'environ 65", affirme Monsieur. Zhu, qui a participé à la conception de l'index.

Ningbo, dans la province du Zhejiang, et Shenzhen dans le Guangdong caracolent en tête du classement, avec une note supérieure à 80, tandis que d'autres villes dans le delta du Yangtsé et dans le delta de la rivière des Perles ont également fait de grands progrès en 2011, selon le rapport. Mais certaines provinces très polluantes, comme le Shandong et le Sichuan, ou la région autonome de Mongolie intérieure, sont critiquées pour leurs notes insatisfaisantes sur la publication d'informations relatives à la pollution. "Par exemple, la province du Shandong, qui est la première émettrice du pays de dioxyde de soufre et d'oxyde de nitrogène (deux grands polluants atmosphériques), a même vu certaines de ses villes régresser sur la publication d'informations", souligne Monsieur Ma. Les villes de Chine occidentale sont généralement à la traîne en ce qui concerne la publication d'informations sur la pollution. Cela est une source d'inquiétude, car le développement de l'immense et écologiquement fragile région occidentale du pays a déjà amené son lot d'industries polluantes. Les experts de l'environnement estiment que l'établissement des gouvernements locaux qui retiennent les informations sur le sujet est le principal obstacle. Dai Renhui, associé du cabinet d'avocats Beijing Huanzhu, qui se concentre sur les procès environnementaux, explique que toutes ses tentatives d'obtenir des

informations sur la pollution auprès des autorités des comtés ont échoué. Liu Shuai, du comité de protection environnementale de l'assemblée provinciale populaire du Hunan, a rencontré des problèmes similaires dans la province, la plus sérieusement touchée par la pollution des métaux lourds. "Cela se produit parce que certains responsables locaux sont toujours obsédés par la prise de décision sans écouter l'opinion publique, et certains ont tout simplement peur que la publication d'informations sur la pollution révèle des problèmes et leur attire des ennuis", indique Monsieur Liu.

China.org.cn - 17-01-2012